LE NOUVEAU RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE BOUMERDES :

«Je suis venu réorganiser l'université»

L'important pôle universitaire de Boumerdès (32.534 inscrits) vit, tout le monde s'en est plaint, une instabilité qui coûte cher au plan de l'efficacité, de la qualité pédagogique de son enseignement et de la crédibilité de ses diplômes. Lui a-t-on envoyé un homme pour lui appliquer le remède nécessaire ? Directeur central chargé de la formation doctorale au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le professeur Abdelhakim Bentellis revient au bercail puisqu'il est sortant de l'INH (Institut national des hydrocarbures) avec le diplôme de géophysicien spécialiste en exploration et production pétrolière. L'INH est, rappelons-le, l'ancêtre de l'université M'hamed-Bougara de Boumerdès (UMBB) dont le professeur a, depuis une quinzaine de jours, la charge. Il remplace le professeur Ouiza Chirifi. Homme de terrain, comme il se définit, le nouveau recteur, installé dans l'urgence, «avec des directives très précises de M. le ministre» rappelle-t-il, a pris la mesure de l'immensité de la tâche qui l'attend. Justement, notre première question va dans ce sens.

Photo : DR

Question : Monsieur le recteur, on constate que l'université de Boumerdès vit depuis quelques années au rythme des grèves, fermetures de facultés et autres protestations et remous. Cette instabilité s'est répercutée sur le niveau global de l'institution ; c'est un constat que fait l'opinion publique. Cette situation a eu donc, d'une manière générale, une influence négative ; l'on constate par conséquent une stagnation et même une régression de la qualité de l'enseignement qu'elle dispense et la crédibilité des diplômes qu'elle délivre.

Réponse : Vous avez en partie raison dans la mesure où je pense qu'il n'y a pas eu d'impact sur la formation. Je vais vous dire pourquoi. Pour assurer une bonne formation, il nous faut un minimum de 12 semaines d'enseignement par semestre. Nous tournons actuellement, à l'échelle nationale dans les meilleures universités, autour de 14 semaines. Mais rien ne nous empêche par exemple de ne faire que 8 semaines et au lieu de 24 heures par semaine, on en fait 36 heures. L'essentiel et qu'il ne faut pas réfléchir en grève mais en volume horaire réalisé.

Effectivement, vous avez raison parce que quand je dis 36 heures, c'est antipédagogique et cela est du bourrage du crâne. Il faut donc faire très attention. En termes de la nouvelle approche de gestion, lors de ma première rencontre directe avec mes collaborateurs, les vice-recteurs et doyens, je leur ai dit que je suis venu avec deux objectifs. Le premier est très simple, je veux que l'année universitaire 2016/2017 démarre le 15 septembre. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que nous avons commencé, fin janvier, l'assainissement de toutes les situations de notre université pour terminer impérativement cette mise à niveau, début juillet. Le premier objectif sera donc de ramener la stabilité et la sérénité. Pour atteindre ces objectifs et démarrer l'année sereinement, j'ai demandé la concertation et le dialogue. Ma politique est de ne pas attendre que les problèmes surgissent pour les étudier, mais j'irai en amont de ces problèmes. Je suis un homme de terrain et je supporte mal de rester 8 heures dans un bureau. J'ai, par ailleurs, entamé une demande auprès de ma tutelle pour qu'elle m'aide à restructurer l'université et à la réorganiser. En effet, je dois l'avouer il y a effectivement une petite pagaille dans tous les domaines. La tutelle a été sensible à ce problème de restructuration. Il faut aussi mettre de l'ordre ; aux agents, aux responsables et aux structures d'accomplir chacun son travail. Dans ma première note qui est une indication sur mon style de travail, j'ai responsabilisé les gens. J'ai rappelé à tous et à toutes que je ne pourrai rien faire tout seul. Il faut absolument aller vers l'étudiant. Le noyau de ce secteur est l'étudiant. Nous sommes là pour l'étudiant. C'est à partir de ce principe que nous pourrions assurer une formation de qualité dans la stabilité, la sérénité avec le dialogue et la concertation.

On a l'impression que l'ancienne direction a focalisé ses efforts sur la coopération tout azimut avec les entités scientifiques et universitaires, étrangères entre autres, délaissant quelque peu ce qui se passait au niveau de cette université. Est-ce que vous allez recadrer cette coopération pour orienter vos efforts vers l'intérieur de l'université ?

D'abord, je ne me permettrai jamais de dire que mes prédécesseurs ont bien ou mal travaillé. Ce n'est pas à moi de les juger. Seulement, moi j'ai une politique à mettre en place et j'ai des objectifs. Mon principal souci sera la pédagogie. C'est d'abord bien former ces jeunes avec une formation de qualité. C'est présentement un objectif et c'est le principal. J'espère que j'aurai assez de force pour que ce ne soit pas le seul. Je vous remercie pour cette question qui me permet de dire qu'après ce premier objectif, qu'est la pédagogie qui consiste à prodiguer une formation de qualité aux jeunes qui sont en licence et en master , pour ensuite passer aux laboratoires de recherches, aux chercheurs , aux enseignants et aux doctorants. L'évolution et la visibilité de l'université se font, certes, au niveau international, mais cette évolution et cette visibilité ne se feront pas au détriment de la pédagogie. Nous sommes enseignants chercheurs, on s'occupera de l'enseignement d'abord. J'ai été agréablement surpris par ce qui se fait par certains laboratoires et unités de recherches où il y a des publications internationales de très haut niveau, mais il n'y a aucune visibilité à l'université. Ce sont de petits détails qu'il faut régler pour permettre à l'université de Boumerdès de reprendre son rayonnement parmi les plus grands pôles universitaires du pays.

Monsieur le recteur, est-ce que l'université de Boumerdès a fait son bilan du système LMD et quelles en sont les conclusions tirées, éventuellement, de ce bilan ?

Ce n'est pas uniquement l'université de Boumerdès qui a fait son bilan, c'est une organisation, présidée par MM le ministre et le secrétaire général, qui a travaillé durant trois mois pour organiser cette conférence nationale, laquelle a réuni 800 personnes. Nous ne reviendront plus sur le système LMD qui est bon et qui est mondial. Le problème, c'est sa mise en œuvre de manière correcte.

Justement, si vous permettez monsieur le recteur, j'aimerai insister sur l'université de Boumerdés.

Concernant Boumerdès, je pense que le système a été mis en place mais en fin de compte, Boumerdès a trébuché mais, fort heureusement, elle n'est pas tombée. Vous avez soulevé tout à l'heure le nombre extraordinaire de grèves, de fermetures de facultés, d'arrêts de cours. Tout ça entraîne un problème dans la formation. Ce qui est tout à fait juste et je suis tout à fait d'accord avec vous. La situation est là. Il faut trouver des solutions et essayer au moins durant ce semestre de sortir de ce marasme. Je persiste à dire que c'est l'affaire de tous. J'ai dit à tous les responsables que ces étudiants ne sont pas des fous. S'ils ferment une faculté, c'est qu'il y a des problèmes. Cependant cela ne veut pas dire qu'il faut tolérer l'anarchie. Il faut analyser certaines situations avec perspicacité en ayant une main de fer dans un gant de velours dans l'intérêt de l'étudiant. Je constate, en outre, que les instances intermédiaires entre les étudiants et la tutelle font défaut ; où sont les conseils de discipline, où sont les comités pédagogiques et les structures de dialogue ? Tout cela sera remis en marche, j'y tiens car il y va de notre université. Personnellement, j'ai une petite histoire avec cette université puisque j'ai fait mes études ici pendant la période faste et c'était une formation de qualité. J'espère être à la hauteur avec mes collègues qui sont tous solidaires avec moi. Je leur fais confiance pour qu'ils tournent la page eux-mêmes. Mais la confiance a aussi des limites.

Interview réalisée par
Abachi L.

AIN DEFLA

L'opération de rapatriement des ressortissants nigériens dans leur pays d'origine largement entamée

Suite à un accord intergouvernemental entre l'Algérie et le Niger, une opération de regroupement de tous les ressortissants nigériens entrés clandestinement en Algérie et vivant sur le territoire de la wilaya de Aïn Defla a débuté mardi dernier.

Pour ce faire, ont pris part à l'opération, les représentants de la DAS, (Direction des affaires sociales), le CRA, (Croissant-Rouge algérien), ceux de la daïra et des élus locaux, de la Protection civile, encadrés par les différents services de sécurité, police et gendarmerie.

Le panel de la commission ainsi constituée s'est rendu dans la nuit de mardi à mercredi aux environs de 21h dans les différents foyers installés dans différents quartiers des grandes agglomérations principalement.

La commission a commencé par rassembler les concernés par groupes, avant de procéder à leur identification.

L'objectif n'a concerné que les personnes d'origine nigérienne, les personnes d'origine malienne, pour des considérations humanitaires en rapport aux événements qui ont touché leur pays ont été uniquement identifiées. Les premiers résultats de l'opération ont permis de regrouper 82 personnes de nationalité nigérienne, 73 hommes, 7 femmes et 2 enfants dans les locaux du stade omnisports de Khemis Miliana. Selon nos sources, cette opération, encore en cours, étendue aux 36 communes de la wilaya, est inscrite pour un délai de 5 jours et prendra fin dimanche. On nous a affirmé que l'opération a été menée dans le respect du droit humanitaire. Pour la suite de l'opération, nous n'avons pas pu obtenir d'autres informations.

Tout ce qui nous a été assuré, c'est que ces personnes seront conduites à la frontière dans leur pays et remises aux autorités concernées.

Karim O.